

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241

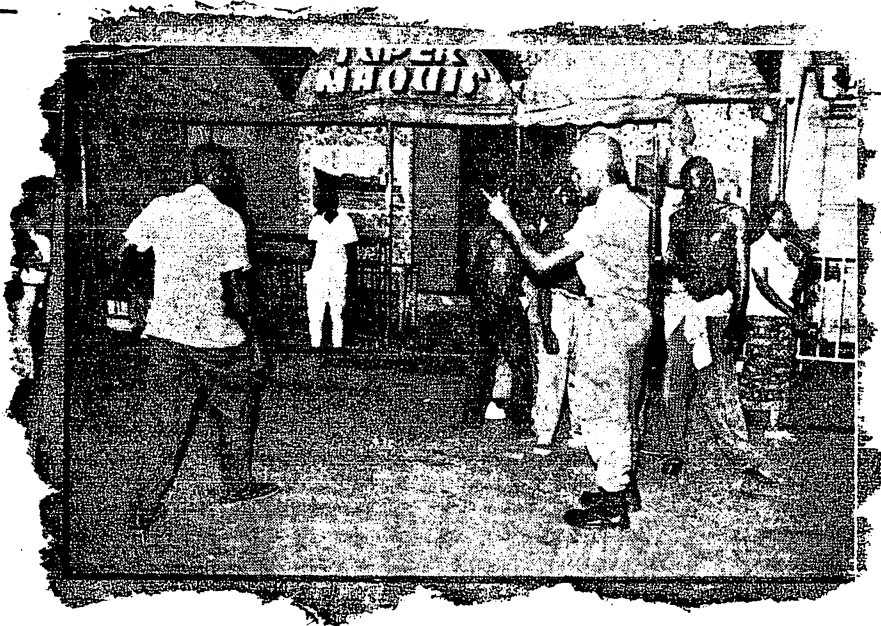
LE 22 OCTOBRE 1989

N° 182

PRIX: 4 FF

COTE

D'IVOIRE



**LE GOUVERNEMENT
CHERCHE DES BOUCS
EMISSAIRES POUR
DETOURNER LA
COLERE DES
PAUVRES**



SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

COTE D'IVOIRE

LE GOUVERNEMENT CHERCHE DES BOUCS EMISSAIRES

POUR DETOURNER LA COLERE DES PAUVRES

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 4, 5 et 6

- échos de la Côte d'Ivoire.

Page 6

- Mauritanie: Les mouvements nationalistes à la recherche d'un vieux chemin

Pages 8 et 9

- A propos du 3^{ème} congrès de l'UTSF/AR

Pages 11 et 12

- Pays de l'Est: Faillite du stalinisme ou du communisme ?

Pages 13, 14 et 15

- Le 40^{ème} anniversaire de la révolution bourgeoise de Mao

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux

A D R E S S E

DUFEAL- COMBAT OUVRIER

Pour le PAT

B.P. 42

92 114- CLICHY Cedex

Le gouvernement ivoirien s'est lancé ces dernières semaines dans une vaste opération médiatisée de "lutte contre le banditisme et l'insécurité". Les policiers et les gendarmes sont envoyés aux quatre coins d'Abidjan, jusque dans les bus, pour effectuer des rafles.

Malheur aux "immigrés" burkinabé, maliens, ghanéens, sénégalais à qui il manque un bout de papier. Ils sont bastonnés, traînés dans la boue, humiliés. On les embarque au commissariat où on les entasse comme du bétail. Même ceux qui sont en règle n'y échappent pas toujours. Ils sont rançonnés et désignés à la population ivoirienne comme les responsables de la montée du banditisme, de la mendicité, de l'insécurité et de l'insalubrité des quartiers populaires.

Ce n'est vraiment pas un hasard si toute cette opération est montée au moment où la Côte d'Ivoire traverse une grave crise économique résultant de la chute en cascade des cours du cacao et du café. Le pays est au bord de la banqueroute. Les caisses de l'Etat sont vides. Celui-ci a du mal à payer à temps les fonctionnaires. Les hôpitaux et les dispensaires publics manquent désespérément de médicaments et de matériels élémentaires pour soigner les malades.

Dans les campagnes, les planteurs de cacao et de café sont en colère car la baisse du prix de leur récolte a fait chuter leur revenu. Après être passé de 400F CFA à 250F CFA le kilo, le cacao vient de subir une deuxième baisse. Le prix au producteur est aujourd'hui à 200F CFA le kilo, tandis que le café est passé de 200 à 100F CFA le kilo. A cette baisse du prix officiel, s'ajoute le fait que les planteurs sont la proie facile des "intermédiaires" peu scrupuleux qui, non seulement n'appliquent pas le prix officiel, mais collectent ces produits et "oublient" de payer les paysans.

Houphouët Boigny a tenté de canaliser le mécontentement de la population touchée par la crise en s'autoproclamant leur défenseur face aux "affameurs" du FMI. Son parti unique a organisé en juillet et août à travers tout le pays des "marches de soutien" en sa faveur. Mais ce cinéma n'a apparemment pas eu l'effet escompté. En tout cas, ça n'a pas empêché la situation de se dégrader.

Cette fois-ci le gouvernement ivoirien essaie de miser sur le chauvinisme anti-immigré qui peut exister au sein de la population ivoirienne pour détourner la colère des couches pauvres vers de faux responsables de leur situation. Cette politique peut se traduire demain par une chasse aux étrangers et faire de nombreuses victimes innocentes parmi les populations pauvres dites "étrangères".

C'est de cette manière qu'en 1984 les dictateurs de Lagos ont chassé manu-militari des centaines de milliers de Ghanéens accusés d'être responsables des difficultés économiques du pays. Certains Ghanéens y ont laissé leur vie. Mais la situation n'a fait qu'empirer depuis. Demain ce même scénario peut se reproduire en Côte d'Ivoire. Si les couches pauvres de la population ivoirienne marchent dans les combines des politiciens du gouvernement, un bain de sang n'est pas exclu.

Le gouvernement ivoirien a déjà lancé un ballon d'essai en organisant une souscription nationale pour venir en aide aux forces de l'ordre qui n'auraient pas suffisamment de moyens pour faire leur sale besogne. En deux semaines, on aurait ainsi recueilli une somme de 300 Millions de FCFA. Cette souscription est une manière d'escroquer la population. Mais elle peut également servir à la propagande du gouvernement pour montrer que toute la population ivoirienne soutient comme un seul homme sa politique.

Les patrouilles, les rafles et les démonstrations des forces de l'ordre ne sont pas seulement destinées à intimider les étrangers en situation irrégulière. Elles servent également à démontrer à la population ivoirienne que l'armée est là pour réprimer quiconque osera contester la politique d'austérité du gouvernement, qu'il soit ivoirien ou non. Les travailleurs, les chômeurs et les petites gens frappés par la crise auraient tort de croire que s'ils souffrent encore plus qu'avant, c'est à cause des "étrangers" qui sont venus profiter de la relative prospérité qui a existé en Côte d'Ivoire. Les responsables de la crise, de la misère, ce ne sont pas ceux qui ont fui la misère dans leur pays pour survivre sous d'autres cieux, mais ceux qui profitent de cette misère, qui exploitent les pauvres et s'enrichissent sur leur dos.

Peu importe aux exploiters la nationalité de ceux qui travaillent dans les plantations, de ceux qui déchargent les bateaux, font des travaux pénibles dans les usines, ou qui entretiennent les rails, pourvu que le travail de ces exploités leur permette de se remplir les poches. Les travailleurs ivoiriens, comme non ivoiriens, sont tous victimes des bas salaires, des mauvaises conditions de travail et de l'humiliation qu'ils doivent subir de la part de leurs employeurs. Les riches entre eux savent bien s'entendre, quelle que soit leur nationalité, pour exploiter ensemble les travailleurs.

Cette vérité-là, les exploiters ne veulent pas qu'elle se dévoile aux yeux des pauvres, car elle risque de mettre en péril leurs intérêts. Alors, par tous les moyens, ils cherchent à tromper les exploités pour que si leur colère éclate au grand jour, elle n'éclate pas contre eux et leur système odieux d'exploitation.

ABIDJAN: CINQ "JOURNEES DE DIALOGUE" POUR CASSER LES OREILLES DES GENS

Cinq "journées de dialogue" décrétées par le gouvernement se sont déroulées à Abidjan en présence du vieux dictateur Houphouët. Vingt-trois intervenants, triés sur le volet et représentant toutes les couches socio-professionnelles, ont parlé des problèmes de l'heure. Le but de cette rencontre, selon le gouvernement, était de chercher, par voie de dialogue, les solutions à apporter aux maux que connaît le pays.

En réalité, c'est une opération politique montée de toutes pièces pour tromper les populations, pour leur faire croire que le gouvernement s'occupe d'elles et même qu'il demande leur avis. Si les populations ivoiriennes ne se prennent pas elles-mêmes en charge, ce ne sont pas 5, 10 ou 1000 "journées de dialogue" qui changeront leur sort.

ECHOS...ECHOS...ECHOS...ECHOS...

C O T E D ' I V O I R E

C.H.U-TREICHVILLE: UNE PEDIATRIE QUI RESSEMBLE A UN CAMP DE REFUGIES

A Treichville, un des vieux quartiers populaires d'Abidjan, la pédiatrie du C.H.U est peut-être là pour aider les parents des enfants malades à garder l'espoir, mais pas pour soigner ceux-ci. Les malades sont hospitalisés dans des conditions tellement épouvantables qu'au bout de quelques jours d'attente, certains parents désespérés préfèrent ramener leurs enfants à la maison.

Des dizaines de bébés, d'à peine un mois, faméliques, malades de malnutrition, de rougeole, de diarrhées aigües de paludisme, etc...sont entassés dans une salle d'hospitalisation de fortune, c'est-à-dire un simple hangar jouxtant le bâtiment principal du C.H.U. Au-dessus d'eux, des ballons de sérum ou autres sont suspendus à des supports en bois. On a l'impression d'être dans un camp de réfugiés et non dans un hôpital, dit à juste titre, dans son reportage, le quotidien "Ivoir-Soir" du 21 Septembre dernier.

Dans cet hôpital, il n'y a rien. Il manque de tout. Pas de médicaments. Les parents des malades achètent eux-mêmes les médicaments à la pharmacie. Mais, il n'y a pas non plus des moyens d'assurer un minimum d'hygiène. Les malades sont exposés à la chaleur de la journée, au froid de la nuit, aux moustiques, mais aussi à l'agression des cafards et des rats. Sans parler des poubelles bourrées des mou-ches à proximité du hangar. "Nous, nous pouvons supporter, mais nos enfants...", dit une femme à ce sujet. Il en résulte que des enfants attaquent d'autres maladies comme la toux en plus de leurs maladies initiales.

Dans les salles d'hospitalisation à proprement parler, il y a des matelats éven-trés sur des vieux lits rouillés. Il y a 4 lits par chambre. Mais celle-ci est occupée par huit personnes, compte tenu des parents qui accompagnent leurs malades. Ceux qui y sont hospitalisés sont considérés comme des "privilegiés". Car il n'est pas facile d'y avoir accès.

Malgré la crise, les dirigeants ivoiriens consacrent de l'argent énorme à des réalisations de prestige telles que la basilique, mais ils en manquent curieusement quand il s'agit d'assurer un minimum de soins décentes aux populations.

LA LUTTE CONTRE LE SIDA: DE LA POUDRE AUX YEUX

Partout, dans les rues et les grands centres d'Abidjan, des panneaux, dont la confection doit coûter une petite fortune, appellent à la lutte contre le Sida. C'est vraiment se moquer du monde. Le gouvernement se sert de cette maladie pour se faire de la publicité, pour faire croire qu'il lutte contre ce fléau alors que les malades sont laissés-pour-compte; il n'y a aucun centre d'accueil à Abidjan. Même les rares centres de dépistage coûtent les yeux de la tête pour les pauvres.

On dépense des millions dans la publicité, alors que les hôpitaux, comme le C.H.U de Treichville, sont dépourvus de tout, y compris de médicaments élémentaires pour guérir des maladies bénignes.

LE GOUVERNEMENT TERRORISE

LES IMMIGRES

Sous prétexte de lutter contre la montée du banditisme dans le pays, le gouvernement a renforcé les forces de répression. La police, aidée par les militaires et les "commandos", organise, jour et nuit, des rafles dans les quartiers populaires d'Abidjan. Les populations pauvres, surtout les travailleurs immigrés tels que les Burkinabé et autres, sont terrorisées par les brutalités policières et humiliées publiquement. Ce sont les boucs émissaires de la crise.



Un témoin raconte, par exemple, que certaines personnes arrêtées, même quand elles sont en règle, reçoivent des coups de matraque, des coups de pied; on leur fait faire des pompes, on leur donne à boire l'eau sale des caniveaux etc...Elles sont conduites ensuite au commissariat où elles se trouvent par centaines, parquées comme du bétail. Elles passent la nuit dehors dans la cour du commissariat.

Le lendemain, tous les Ivoiriens sont relâchés; les autres subissent des tracasseries policières. Ceux qui ont tous leurs papiers (carte d'identité, carte de travail et certificat de résidence) payent 1500F CFA pour être libérés. Ceux à qui il manque un papier payent plus, jusqu'à 2000F CFA, au lieu des 500 habituels. C'est vraiment du pur et simple racket. C'est un moyen de faire entrer de l'argent dans les caisses de l'Etat sur le dos des travailleurs immigrés et des pauvres.

Se faire prendre dans une rafle à Abidjan, c'est perdre deux jours de travail, de l'argent et sa dignité.

Nombreuses sont des petites gens vivant de petits métiers à Abidjan qui disent: "Codivoire, c'est fini".

ABIDJAN: L'EAU MANQUE

DANS LES QUARTIERS PAUVRES

Les quartiers populaires comme Abobo et Yopougon manquent d'eau depuis un certain temps. Dès une heure ou deux heures du matin, de longues queues se forment déjà devant les quelques robinets des quartiers. Des disputes éclatent parmi les usagers qui se bousculent; il faut attendre longtemps pour se servir.

Devant cette situation, le gouvernement essaie de se retrancher derrière des prétextes qui ne tiennent pas debout. Pour lui, ce sont des branchements pirates qui ont entravé le circuit d'eau ou c'est à cause des mauvais payeurs.

Quand il s'agit des rafles, le gouvernement se donne tous les moyens. Ces moyens manquent quand il s'agit de réparer les canalisations d'eau dans les quartiers pauvres. Au Plateau ou à Cocody, l'eau ne manque pas.



MAURITANIE: LES MOUVEMENTS NATIONALISTES A LA RECHERCHE D'UN VIEUX CHEMIN

Les événements dramatiques qui se sont déroulés en Mauritanie, occasionnant plusieurs centaines de victimes, provoquent des réactions au sein de l'intelligentsia négro-africaine. Un certain nombre d'organisations se sont manifestées pour montrer leur indignation face aux massacres perpétrés par le régime ségrégationniste d'Ould Taya. Ces organisations sont, le FLAM (Front de Libération des Africains de la Mauritanie), le FRUIDEM (Front de Résistance pour l'Unité, l'Indépendance et la Démocratie en Mauritanie) et le MDO 87 (Mouvement d'Octobre 87).

Ce dernier a récemment publié un journal intitulé "LUTTONS" dans lequel il affirme que: "...deux camps existent en Mauritanie; celui du racisme et celui de l'antiracisme. Ou plus deux fronts: le front qui participe à l'institutionnalisation du régime (Baasistes, Nassériens, Frères musulmans) aidé par le MND, et le front de l'anti-racisme qui comprend le Mouvement d'Octobre 87, le FLAM et d'autres Mauritaniens qui, sans y appartenir, ont toujours refusé toute compromission..."

Voilà comment ce mouvement nationaliste pose le problème actuel de la Mauritanie. D'ailleurs c'est sans scrupule qu'il se réclame de trois officiers négro-africains de l'armée d'Ould Taya fusillés en décembre 87 par le régime barbare de Nouakchott. Il s'agissait de Ba Seidy, Sar Amadou et Sy Saidou. Ould Taya les a accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat. Mais auparavant ils avaient été bel et bien des officiers de l'armée de la Mauritanie, une armée qui est à la solde de la bourgeoisie mauritanienne, de l'impérialisme et qui a pour mission de faire des guerres, comme ce fut le cas contre les Saharaouis, et de réprimer les travailleurs et les paysans pauvres en cas de révolte.

Ces trois officiers n'avaient peut-être pas fomenté un coup d'Etat; ils étaient peut-être des officiers honnêtes opposants, mais, de toutes les manières, accepter des galons dans une telle armée, c'est aussi accepter les risques qui en découlent. Depuis 1978, la Mauritanie est le théâtre des coups d'Etat qui se succèdent. Et les galonnés s'éliminent dans la compétition pour prendre le pouvoir ou le conserver.

Mais il y a eu d'autres assassinats dont on parle moins, ce sont ceux des ouvriers de Zouérate en 1968. Le régime de Ould Daddah à la solde de l'impérialisme a lâchement fait tirer sur des grévistes qui ont commis le crime de réclamer des augmentations de salaires. Donc contrairement à ce que dit le MDO 87 plus haut dans la citation, le peuple mauritanien n'est pas divisé en deux camps: celui du racisme et celui de l'anti-racisme. Il y a le camp des exploités et des exploités; des privilégiés et des pauvres. Ce sont ces deux camps-là qui sont diamétralement opposés. En oubliant le problème de la lutte de classes, de la lutte nécessaire de tous les pauvres contre tous les riches, quelle que soit leur race, les différentes tendances politiques négro-africaines préparent en fait le terrain pour un compromis politique avec les Ould Taya.

Car il n'est pas impossible qu'un jour ces tendances puissent s'entendre pour partager le gâteau en deux parts équitables entre les bourgeois et les privilégiés négro-africains et leurs compères beidanis. Chose que réclament tous les mouvements négro-africains, MDO 87 et FLAM en tête. C'est bien cela qu'ils revendiquent. Ce qu'ils reprochent aux beidanis, c'est de détenir le monopole de tous les pouvoirs, politique et économique, en ne laissant que quelques strapontins aux petits bourgeois négro-africains.

Nous disons, contrairement à MDO 87, FLAM et FRUIDEM, que les deux camps qui s'opposent en Mauritanie ont des intérêts complètement différents. C'est d'un côté le camp de la bourgeoisie et des privilégiés, quelle que soit la couleur de leur peau, de l'autre, celui du prolétariat et des pauvres. Aujourd'hui les beidanis riches mènent une politique pour tromper les beidanis pauvres et les Haratines en désignant les Négro-africains comme des adversaires, des ennemis. Il y a aussi des Négro-africains qui cherchent à faire croire que tous les Négro-africains ont les mêmes intérêts. Ceux-là aussi cherchent à tromper le peuple.

L'ARMÉE D'OULD TAYA TIRE SUR TOUT CE QUI BOUGE

Il y a une semaine, au bord du fleuve Sénégal, s'est déclenchée une bagarre entre Haratines et les paysans sénégalais du village Sadel dans le département de Matam. Ces villageois ont aperçu des Haratines en train de travailler dans les champs qui leur appartiennent de l'autre côté du fleuve, en Mauritanie. Ils se sont précipités pour demander des explications. Soudain, une dispute et ensuite une bagarre se déclenchèrent.

A la grande surprise des paysans sénégalais, l'armée d'Ould Taya s'était cachée en retrait pour surveiller. Elle est subitement intervenue en tirant sur les paysans sénégalais. Il y a eu plusieurs morts.

En fait c'est un coup monté délibérément par les autorités locales mauritaniennes pour intimider les villageois et les empêcher de revenir sur leurs champs. Ce sont des actes qui risquent de se répéter dans l'avenir car c'est la décrue du fleuve qui commence. C'est le moment où les paysans doivent travailler dans leurs champs de Wallo situé au bord du fleuve ainsi que leurs champs de maïs, de patate douce, de pastèques etc...

Mais le problème, c'est que le fleuve est devenu la ligne de feu. L'armée mauritanienne tire sur tous ceux qui passent de l'autre côté du fleuve. Telle est la situation dans laquelle se trouve la population de la vallée du Sénégal.

MALI: QUAND BALLA PARLE D'UN COUP DE BALAI

Le dictateur Moussa Traoré a donné l'ordre aux responsables politiques, gouvernementaux et communaux de Bamako, pour que la capitale malienne soit rendue propre sous huit jours.

L'état de malpropreté de Bamako ne date pas d'aujourd'hui. C'est une ville où, dans les quartiers populaires comme Daoudabougou, il n'existe même pas de ramassage d'ordure. L'absence de canalisation fait que l'eau de pluie stagne dans les quartiers et rend la vie des pauvres très difficile. Même dans les quartiers administratifs, devant certains ministères, les canalisations sont bouchées; d'autres, à ciel ouvert, sont dangereuses pour les consommateurs des produits alimentaires qui sont vendus autour.

Moussa Traoré se moque des gens en faisant une visite surprise dans les quartiers de Bamako et en découvrant les tas d'ordure dans les coins de rue, dans les marchés et l'état de délabrement des routes. Vraiment il se réveille trop tard.

S'il tient absolument à ce que la capitale malienne soit bien propre, il n'a qu'à embaucher des employés municipaux pour le ramassage des ordures, le nettoyage des rues et leur entretien. Il n'a qu'à faire bitumer les rues qui traversent les quartiers populaires. Il peut utiliser ses flics et son armée pour la propreté de la ville de Bamako au lieu de les envoyer pour réprimer les opposants et rançonner les petites gens.

A PROPOS DU 3^e CONGRES DE L'UTSF/AR

Notre organisation ayant été invitée au 3ème congrès de l'UTSF/AR (Union des Travailleurs Sénégalais en France/Action Revendicative), nous avons transmis un communiqué, daté du 21/10/1989, que nous publions ci-dessous:

Chers camarades,

C'est avec plaisir que nous honorons votre invitation à participer à votre congrès annuel. Les liens de votre organisation et la nôtre ne datent pas d'aujourd'hui. Et c'est avec beaucoup d'intérêts que nous sommes présents lors de vos travaux de bilan d'activités, de vos analyses des problèmes concernant les travailleurs immigrés, les travailleurs du Sénégal et d'Afrique, et des problèmes concernant notre continent.

Nous vous envoyons notre entière solidarité. Néanmoins, nous voudrions ajouter deux mots. L'existence et le succès des organisations syndicales africaines comme la vôtre est important pour nous. Des organisations syndicales qui défendent les intérêts matériels et moraux des travailleurs tant ici dans l'immigration qu'en Afrique.

Dans notre continent les travailleurs des villes et les paysans pauvres de la campagne vivent dans une situation de misère. Partout c'est le règne de la dictature féroce. Les Etats sont complètement liés à l'impérialisme. Il n'y a pas de libertés démocratiques. Les problèmes économiques et sociaux sont les conséquences directes d'un système politique qui règne en Afrique et ailleurs. C'est pourquoi il est encore plus important pour nous qu'il y ait des organisations politiques des travailleurs, des organisations révolutionnaires qui regroupent la jeune classe ouvrière africaine pour lutter contre les régimes pourris, contre le système capitaliste.

Par ailleurs pour ce qui vous concerne, les pauvres du Sénégal subissent une situation particulière. Après les événements de ces six derniers mois le risque de guerre à la frontière du Sénégal et de la Mauritanie n'est toujours pas exclu. Le long du fleuve Sénégal les paysans pauvres sont victimes de la politique du dictateur mauritanien Ould Taya et celle d'Abdou Diouf. Des paysans sont chassés de leurs terres, confisqués leurs biens, entassés dans des camps de réfugiés, et leurs droits les plus élémentaires sont bafoués. Evidemment cela ne fait que créer des divisions entre mauritaniens et sénégalais, entre beidanes et négro-africains.

Bien entendu, nous sommes contre toute opposition raciale et ethnique. Nous pensons que les travailleurs du Sénégal et de la Mauritanie doivent s'organiser fraternellement et indépendamment de toutes les couches sociales hostiles aux pauvres. Ils doivent s'organiser pour lutter contre cette situation d'hostilités mutuelles, d'antagonisme. Ensemble ils peuvent faire échec à la politique des deux dictateurs et faire respecter les intérêts des paysans pauvres de chaque côté du fleuve Sénégal.

L'Avenir de l'Afrique sera l'oeuvre des travailleurs ou ne sera pas!

Camarades nous vous souhaitons bon succès dans vos travaux!

*

*

*

Ce communiqué a été lu par la direction de l'UTSF/AR devant les congressistes et les organisations politiques et syndicales invitées, en même temps que les autres communiqués. Ensuite les représentants de la direction ont présenté un rapport

... / ...

d'activités et analysé la situation politique en France. Ils ont soulevé le problème de la lutte dans les entreprises privées comme Peugeot et dans la Fonction publique, le problème de logement pour les travailleurs immigrés, le problème de carte de séjour avec la loi Pasqua-Joxe. Ils ont signalé les difficultés que les travailleurs ont pour obtenir le passeport au consulat du Sénégal.

Ensuite ils ont parlé des difficultés que les travailleurs rencontrent au moment de leurs vacances au Sénégal, ceci devant les représentants de l'ambassade et du consulat qui assistaient au congrès. Ils ont dénoncé les rackets pratiqués par les douaniers à l'aéroport de Yoff ainsi qu'à l'intérieur du pays.

Ils ont une fois de plus répété devant les représentants des autorités consulaires le problème des mandats envoyés au pays, qui restent impayés pendant plusieurs mois. Ils ont dénoncé les licenciements par centaines dans les entreprises d'Etat et privées du Sénégal, ainsi que les licenciements envisagés par le gouvernement de Diouf dans la Fonction publique. Le problème brûlant du conflit entre le Sénégal et la Mauritanie a été évoqué et ils ont réaffirmé leur opposition contre le risque de guerre entre les deux pays.

Voilà les points importants qui ont été soulevés par les représentants de l'UTSF/AR. Ce sont là des problèmes réels qui touchent en France l'ensemble des travailleurs immigrés mais aussi des problèmes particuliers aux travailleurs sénégalais lorsqu'ils retournent au pays.

Face à tous ces problèmes, les représentants de l'Etat sénégalais, par l'intermédiaire du vice-consul, ont essayé d'avancer des arguments qui n'ont convaincu personne dans la salle, et certainement pas eux-mêmes.

Nous pensons qu'il faut transformer la société africaine de fond en comble en renversant les régimes dictatoriaux qui nous gouvernent. On ne peut pas transformer ces Etats par des réformes démocratiques, économiques mais par la lutte de tous les opprimés sous la direction du prolétariat africain. Néanmoins les organisations syndicales comme l'UTSF/AR qui militent sur un terrain revendicatif sont aussi nécessaires et nous sommes solidaires de leurs luttes.

AFRIQUE DU SUD: UN CHANGEMENT VERITABLE

NE VIENDRA QUE DE LA LUTTE DES OPPRIMES

Depuis le remplacement de Botha par Frederik De Klerk, celui-ci a pris quelques initiatives tendant à assouplir le régime d'apartheid et peut-être même à chercher la voie d'une sortie sans trop d'inconvénients pour le système. Il a rencontré Nelson Mandela avec lequel il s'est entretenu. Il a reçu officiellement Desmond Tutu de qui il a accepté un plan pour sortir le pays de l'apartheid. Il a autorisé un certain nombre de manifestations pacifiques dirigées par l'ANC, ou des organisations qui lui sont proches. Et, fait majeur, il vient de libérer huit militants noirs, pour la plupart de vieux dirigeants de l'ANC dont Walter Sisulu, le leader nationaliste le plus prestigieux après Mandela.

Par ailleurs, pour la première fois dans l'histoire du pays, l'ANC est autorisé à organiser un meeting, prévu pour le 29 octobre. Walter Sisulu et ses compagnons qui viennent d'être libérés y feront une déclaration. Il existe des entrevues et

contacts officieux entre le gouvernement de De Klerk et l'ANC et il semble même que la légalisation prochaine de cette organisation soit en bonne voie. Peut-être déboucheront-ils bientôt sur la libération de Mandela.

Malgré le fait que l'état d'urgence soit toujours en vigueur et que, dans l'ensemble, le système d'apartheid demeure intact, tous ces faits cités plus haut montrent que le gouvernement de De Klerk, après l'échec de la politique de répression systématique, penche pour une politique de dialogue pour trouver une issue devant ramener le calme et l'ordre dans le pays. Ce choix n'est pas, cependant, indépendant et sans rapport avec les émeutes, les révoltes, les grèves, les luttes multiformes et réelles, que les populations noires n'ont cessé de mener depuis des décennies, malgré la mort et les armes inégales, contre le système barbare de l'apartheid.

Si De Klerk opte pour une politique d'ouverture et d'assouplissement, c'est parce que les luttes des opprimés noirs l'y obligent. Mais aussi parce qu'il est obligé de tenir compte des pressions faites par les puissances impérialistes qui veulent éviter un pourrissement de la situation qui déboucherait sur une radicalisation de la lutte des populations noires.

En Haïti ou aux Philippines, quand les populations de ces pays se sont révoltées contre les dictateurs Duvalier et Marcos, pour éviter que la colère des opprimés ne se transforme en une véritable révolution, les puissances impérialistes, les Etats-Unis notamment, ont lâché les deux dictateurs et les ont remplacés par d'autres hommes de paille susceptibles de faire une politique de réformes pouvant créer des illusions de changement dans l'esprit des masses sans que l'ordre social en vigueur ne soit vraiment changé.

C'est la même politique qui se répète aujourd'hui en Afrique du Sud. Avec De Klerk, les forces locales conservatrices blanches et les puissances impérialistes avancent un nouveau pion plus ouvert pour chercher une issue qui soit de nature à déboucher sur un semblant de changement sans le véritable changement, c'est-à-dire un changement de forme qui n'entame pas l'ordre social existant.

Le but visé par cette nouvelle politique d'ouverture et d'assouplissement de l'apartheid est de chercher à éviter que les luttes quasi-quotidiennes des populations noires, ces luttes marquées par de véritables insurrections dans les bidonvilles comme en 1976, 1980, 1985 etc... n'aillent pas au-delà des limites de simples réformes et ne mettent en cause l'ordre social capitaliste sur lequel l'odieux système d'apartheid prend ses racines.

Le problème qui se pose maintenant est de savoir si l'ANC va s'engager à fond dans cette brèche, cette voie de réformes, au point de composer avec la bourgeoisie blanche ou si le prolétariat sud-africain saura flairer le piège et trouvera la voie de la lutte pour ses propres intérêts et ceux de l'ensemble des pauvres et des opprimés du pays? L'avenir le dira.

Mais vu le choix politique de l'ANC et les déclarations de ses dirigeants, à commencer par Mandela, qui disent qu'ils cherchent à éviter le chaos et qu'ils préfèrent le dialogue à la violence, il y a lieu de croire qu'entre eux et De Klerk un compromis sous la forme de simples réformes démocratiques est fort possible. Les dirigeants de l'ANC pourraient bien, par exemple, se contenter d'une situation comme celle du Zimbabwe, c'est-à-dire avec un président noir, une assemblée à majorité noire sans que rien ne change fondamentalement à Soweto, que la vie n'y soit pas meilleure qu'aujourd'hui.

... / ...

La seule perspective d'un changement réel, d'un changement qui permette que, demain, les pauvres vivront mieux à Soweto et dans tout le pays, ne viendra que de la lutte indépendante des opprimés eux-mêmes. Mais cela suppose qu'avant tout, les opprimés noirs s'organisent à part, créent leurs propres organisations de lutte et ne se fassent aucune illusion aussi bien vis-à-vis de leurs propres bourgeois et intellectuels noirs que des gens comme De Klerk qui, eux, de toutes les façons, finiront par s'entendre au détriment des aspirations des masses exploitées.

PAYS DE L'EST : FAILLITE DU STALINISME OU DU COMMUNISME?

La situation bouge dans les pays de l'Est. On en discute dans les milieux étudiants africains. Au cours de ces discussions, voici les objections essentielles qu'on peut relever:

- Maintenant que le communisme est en crise, il est facile de dire qu'il n'a jamais existé dans aucun pays.
- Il faut que les Africains trouvent une autre solution pour s'en sortir au lieu de revenir à une idéologie qui a fait faillite.
- Enfin le "vrai" communisme, ce sera quoi ?

Nous essayerons de répondre à ces objections d'abord en disant que les régimes des pays de l'Est sont issus du stalinisme qui est une variante du nationalisme, ensuite en rappelant quels étaient les objectifs des révolutionnaires marxistes russes de 1917 et en réaffirmant enfin ce qu'est le communisme.

Le régime qui a été présenté par les staliniens au monde comme du communisme n'a rien à voir avec celui-ci. Staline et ses successeurs ont en fait mis en place une dictature pour défendre leurs privilèges. En plus du manque des libertés démocratiques, il y a des inégalités sociales entre les dirigeants russes qui vivent dans de beaux appartements, roulent dans de belles voitures, ont des revenus élevés etc... et les ouvriers qui ont des salaires trop insuffisants pour satisfaire leurs besoins.

Le pire mensonge du stalinisme est d'avoir présenté cela comme le produit de la révolution d'octobre 1917 et accrédité l'idée absolument fausse que les dictatures des pays de l'Est, de Chine, en passant par Cuba et le Vietnam, seraient du socialisme.

En Russie même, quand le régime dictatorial était en train d'être mis en place par Staline et la caste des bureaucrates pour asseoir et maintenir leurs privilèges, Trotsky et bon nombre de bolchéviks qui avaient contribué à la victoire d'octobre, s'y sont opposés précisément au nom des vraies idées communistes. Ils disaient dès les années 30 que le régime des bureaucrates russes n'avait du communisme que le nom et qu'il est nécessaire de le renverser (tout comme le pouvoir de la bourgeoisie) et de mettre à la place celui des travailleurs.

... / ...

Mais à l'époque rares étaient ceux qui écoutaient Trotsky et ses partisans. Ceux-ci étaient les seuls à défendre les véritables idées révolutionnaires. Et ils ont été pourchassés, massacrés ou envoyés dans des camps de concentration. Nous sommes fiers d'appartenir à un courant révolutionnaire qui a existé depuis longtemps et qui n'a pas attendu que les régimes des pays de l'Est craquent pour dire qu'ils n'ont rien à voir avec le socialisme.

Cela dit, pendant des décennies, les travailleurs ont consenti de multiples sacrifices au nom de la prétendue construction du socialisme ou de l'union nécessaire face à la menace d'invasion des pays capitalistes, qu'invoquaient au besoin les dirigeants.

Le régime pour lequel les populations russes ont fait des sacrifices a abouti à un échec. Staline et les bureaucrates russes prétendaient construire le socialisme dans un seul pays, mais ils n'ont réussi qu'à en donner une caricature repoussante. Les nouvelles générations ne voient pas pourquoi elles continueront à accepter des sacrifices et à subir la dictature. Elles veulent profiter un peu plus des richesses et avoir des libertés démocratiques.

Dans les pays de l'Est, notamment en Pologne et en Allemagne de l'Est, c'est également contre l'impasse dans laquelle a conduit la politique stalinienne que les ouvriers polonais ont lutté au moyen des grèves et qu'ont lieu les manifestations de protestation des jeunes est-allemands. Et ils ont raison. La faillite des régimes de l'Est est celui du stalinisme et non du communisme.

Mais ce n'est pas en se tournant vers les pays de l'Ouest que les travailleurs et les jeunes satisferont ce à quoi ils aspirent. Dans les pays capitalistes, les libertés démocratiques n'existent dans une certaine mesure que dans un petit nombre de pays riches. Dans la grande majorité des pays pauvres, c'est la dictature sans même que celle-ci ne s'accompagne d'un minimum vital pour les populations démunies.

Les pays comme l'Afrique du Sud où il n'y a pas de liberté pour la majorité noire et où il ne se passe pas une année sans qu'on ne pendre ou massacre ceux qui luttent contre l'apartheid, des pays comme le Brésil où l'on exproprie et massacre les paysans, font bel et bien partie du monde dit libre. Et ne parlons pas des autres pays capitalistes encore plus pauvres.

En Afrique, rien que cette année il y a au moins un million d'enfants morts du paludisme, sans compter les victimes de la malnutrition, de la famine et d'autres maladies. A l'échelle du monde, il y a chaque année plusieurs millions de gens victimes des mêmes maux, alors qu'il existe les moyens de les sauver. Mais on les laisse mourir pour cette seule raison qu'ils sont pauvres et n'ont pas d'argent. C'est une tuerie à une vaste échelle froidement programmée. C'est cela le capitalisme.

A l'échelle du monde, les travailleurs ont créé beaucoup de richesses. Mais ils souffrent de la crise, du chômage et de la misère parce que dans la société actuelle, les richesses sont produites uniquement pour la vente, donc pour ceux qui ont de l'argent. Il faut mettre fin à cette situation absurde en expropriant la bourgeoisie, en rendant les producteurs maîtres des moyens de production et en mettant toutes les richesses produites au service de l'humanité. Au fond, c'est cela le socialisme. C'est cela les idées de Marx et de Lénine.

Pour les marxistes révolutionnaires, le socialisme ne peut être réalisé qu'à l'échelle internationale. Et c'est bien dans ce sens qu'en 1917, les révolutionnaires

marxistes russes ont pris le pouvoir (non pour construire le socialisme dans la seule Russie -ce qui était pour eux une absurdité), mais pour donner une impulsion à la révolution prolétarienne dans les autres pays.

Malheureusement, les travailleurs n'ont pas pu prendre le pouvoir ailleurs qu'en Russie. Celle-ci est restée isolée. Et l'échec de l'expérience russe découle de cet isolement. Cependant le communisme reste le seul avenir possible de l'humanité. Pour y arriver, les travailleurs doivent renouer avec les traditions communistes révolutionnaires de leurs aînés de 1917.

CHINE: 40° ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION BOURGEOISE DE MAO

Quelques mois après le massacre de la place Tiananmen et la répression sauvage qui a suivi, s'abattant aussi bien sur les étudiants que sur les ouvriers et surtout sur ces derniers, les autorités de la Chine viennent de célébrer le 40° anniversaire de leur régime.

Quand a éclaté le mouvement de protestation des étudiants, c'est au nom du communisme que les autorités du pays l'ont sauvagement réprimé, au prix de milliers de morts. La presse bourgeoise s'en est servie pour parler de la faillite du comunisme. Elle a présenté les événements de l'époque comme le fait d'un régime qui, parce que communiste, était dictatorial par essence et s'opposait à une avancée vers une démocratie souhaitée par le peuple dont les étudiants exprimaient les aspirations. C'est également au nom du communisme et de la lutte contre la "rébellion contre-révolutionnaire" que se sont déroulées les festivités célébrant la prise du pouvoir par Mao en 1949.

Tout cela est en réalité faux. Le régime en vigueur en Chine n'est pas communiste. Ce régime qui est venu au pouvoir en 1949, sous la direction de Mao, n'a jamais été celui des travailleurs. La classe ouvrière n'a jamais participé à la révolution de Mao et les dirigeants maoïstes eux-mêmes ont tout fait pour que ce soit ainsi.

Certes, sous l'influence de la révolution russe et du parti bolchévik, comme dans beaucoup d'autres pays, en Chine aussi, est né un parti communiste. Il a été fondé en 1921, à Shangai, par un groupe de douze intellectuels dirigé par Chen Tu-hsiu. Faible à sa naissance, très vite le Parti Communiste chinois s'est développé au point de jouer un rôle important dans les différentes luttes des masses chinoises. De 1925 à 1927, la classe ouvrière chinoise, organisée au sein du Parti Communiste et des syndicats, était politiquement influente dans des villes comme Shangai, Canton et d'autres centres industriels où pouvait se décider le sort de la Chine. En mars 1927, à Shangai par exemple, elle a même assuré la victoire d'une insurrection ouvrière qui a abouti à la promulgation, par les communistes, d'une "commune ouvrière".

Mais le Parti Communiste chinois n'a pas pu conduire le prolétariat à la victoire. Pire, sa politique de l'époque qui consistait à subordonner, aussi bien politiquement qu'organisationnellement, le prolétariat à la bourgeoisie nationale, a plutôt conduit à la défaite de la classe ouvrière. Mais, dans cette défaite, le Parti Communiste chinois n'était pas le seul responsable. Une grande part de la responsabilité, la plus importante, revenait à l'Internationale Communiste dirigée à l'époque par la bureaucratie de Staline.

Car c'est l'Internationale, sous Staline, qui a imposé au Parti Communiste de se dissoudre pratiquement dans une autre organisation nationaliste appelée le Kuomintang et dirigée par Tchang Kaï-Chek et de faire confiance à ce dernier. Et quand celui-ci, fort de ce soutien, en a eu l'occasion, il n'a pas hésité à se retourner contre le prolétariat organisé, à surprendre le Parti Communiste et à le massacrer pour laisser la bourgeoisie seule maîtresse du terrain politique.

Et c'est ainsi que des militants communistes, dont Mao, qui avaient échappé aux massacres, ont gagné la campagne où ils allaient s'organiser contre le pouvoir de Tchang-Kaï-Chek. Mais la rupture avec la classe ouvrière était désormais consommée. Mao et ses partisans vont choisir de s'appuyer uniquement sur la paysannerie et de changer totalement de perspective politique.

Leur objectif ne sera plus de rallier la paysannerie au prolétariat révolutionnaire pour faire la révolution prolétarienne. Ils utiliseront plutôt exclusivement la révolte paysanne pour prendre le pouvoir. Même quand, après avoir conquis les campagnes, ils seront aux portes des cités industrielles, Mao et ses compagnons, au lieu de s'appuyer sur la force du prolétariat, de faire appel au peuple des faubourgs, aux ouvriers et aux chômeurs, ils préféreront plutôt les négociations avec les autorités locales qui finiront par se rallier à eux. Cela n'a rien à voir avec la prise du pouvoir par les soviets des ouvriers en armes en Russie en 1917.

Après la révolution, ce n'est pas le régime de Mao qui a rompu avec l'impérialisme. C'est plutôt le contraire qui s'est produit. C'est l'impérialisme américain qui a choisi de rompre avec la Chine de Mao. Ce qui a obligé celle-ci à s'enfermer dans ses frontières. L'optique des dirigeants chinois n'était pas, du reste, de faire de leur révolution une phase de la révolution mondiale, mais plutôt de construire le socialisme chinois dans les frontières nationales. C'est encore là une autre preuve du caractère pas du tout communiste du régime de Mao.

Si la révolution de Mao n'était pas internationaliste pour un sou, sa Chine, par contre, a aidé et soutenu des dictateurs. Pendant longtemps, les dirigeants chinois étaient les meilleurs amis du dictateur Staline à l'époque la plus sanguinaire de son règne et ce, non pas parce qu'il serait communiste, mais tout simplement ça leur rapportait. Et quand ils n'y trouveront aucun intérêt, ils choisiront la rupture et se rapprocheront des USA.

Considérant que l'URSS est l'ennemi numéro un, ils vont, de façon systématique, soutenir et s'allier avec les politiciens bourgeois réactionnaires tels que les dictateurs du Pakistan, du Ceylan, les dictateurs Nimeiry du Soudan, Mobutu du Zaïre etc...

Les dirigeants chinois ont même entretenu une armée de militaires sanguinaires comme les Khmers rouges du Cambodge. Ils ont aussi soutenu le FNLA (Front National de Libération de l'Angola) de Holden Roberto, allié aux USA. Ils n'ont pas craint non plus d'engager leur pays dans des guerres contre les pays voisins, tels le Vietnam, provoquant des massacres entre des peuples des pays sous-développés.

Le régime de Mao n'a jamais aidé la moindre révolution dans le monde. La moindre chose qu'il ait faite, c'est peut-être le contraire, par exemple, en traitant la dernière révolution hongroise de 56 de fasciste.

A l'intérieur du pays, si grâce à la réforme agraire, au partage des terres aux paysans pauvres, la situation de ces derniers s'est améliorée, la Chine n'est pas sortie de la misère et du sous-développement. La politique actuelle des diri-

geants chinois est la même que celle qu'on trouve dans les pays du Tiers-Monde préconisée par le FMI, avec partout, le même résultat: augmentation de l'inflation, du chômage, de la pauvreté etc... Les prix augmentent chaque année de 30% alors que les salaires sont bloqués. En trois ans, il y a eu 6 millions d'ouvriers licenciés.

Cette politique, longtemps saluée par les pays occidentaux, a permis à une infime minorité de s'enrichir et aux capitaux étrangers de faire des profits en surexploitant la main-d'oeuvre chinoise, sous-payée et travaillant dans des conditions moyenâgeuses, sans la moindre liberté ni le moindre droit.

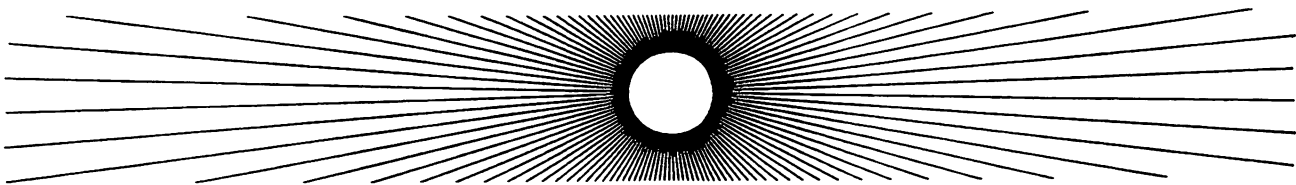
Jamais il n'y a eu une véritable démocratie à l'intérieur du pays, surtout pour les masses populaires, les paysans pauvres et encore moins les ouvriers. Le régime chinois a toujours été un régime dictatorial, de purges permanentes. Périodiquement, une partie des dirigeants est arrêtée ou chassée, au profit d'une autre. Mais autant les dirigeants chassés ne sont pas exécutés, autant le régime n'hésite pas à tirer quand il s'agit des ouvriers.

C'est d'abord à la classe ouvrière que le régime s'est attaqué lors de la répression qui s'est abattue sur le mouvement de protestation des étudiants. C'est un régime anti-ouvrier et il l'a toujours été.

En fait, que ce soit en fermant la Chine au marché mondial ou en payant le prix fort pour l'y faire entrer, c'est en définitive l'impérialisme qui y gagne. En face du marché mondial dominé par l'impérialisme, quels que soient les atouts dont dispose un pays, le nationalisme ne peut conduire qu'à une impasse.

De Mao jusqu'à aujourd'hui, tous les dirigeants qui se sont succédé à la tête de ce pays, ont choisi le nationalisme. Ils ont tous buté contre le même problème de misère, de sous-développement; et tous ont utilisé le bain de sang et le massacre, ont contenu ou contiennent encore aujourd'hui la colère des populations par la répression et la dictature.

Une telle politique n'a rien de communiste. C'est une politique bourgeoise et dictatoriale. C'est ça que les dirigeants chinois viennent de célébrer.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.